

REBRANDING AFRICA FORUM

Make Africa Great



THEME

« LES OPPORTUNITÉS DE LA RÉVOLUTION
NUMÉRIQUE POUR L'AFRIQUE »

29-30 OCTOBRE 2021
BRUXELLES

Follow us / Suivez-nous :

 Rebranding Africa Forum  @rebrandingAF  Rebranding Africa

 Rebranding Africa #RAF2022 #MakeAfricaGreat

www.rebrandingafrica.com
contact@rebrandingafrica.com

#RAF2022

**THÈME : LES OPPORTUNITÉS DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE
POUR LE CONTINENT AFRICAIN**

THEME : HOW THE DIGITAL REVOLUTION CAN SHAPE AFRICA'S FUTURE



Follow us / Suivez-nous :

 Rebranding Africa Forum  @rebrandingAF  Rebranding Africa

 Rebranding Africa #RAI2021 #makeafricagreat

www.rebrandingafrica.com
contact@rebrandingafrica.com

Organisé en Partenariat avec

NOTREAFRIK



INTRODUCTION

Après une absence d'un an et demi à cause de la pandémie de Covid-19, le Rebranding Africa Forum (RAF) a fait son retour le 30 octobre 2021 à Bruxelles, avec le même leitmotiv qui l'inspire depuis sa première édition en 2014.

Il s'agit en effet pour le RAF de porter un regard lucide sur l'Afrique, sans fard ni concession mais résolument optimiste, et de jeter des ponts entre les acteurs du présent et du devenir de ce continent au potentiel incommensurable, malgré les défis tout autant immenses qu'il doit relever pour transformer ce potentiel en réalisations émancipatrices.

Pour ce faire, l'édition de 2021 a réuni, comme les précédentes, de nombreux experts venus du monde entier, autour d'une thématique devenue incontournable aujourd'hui et plus encore sur le continent africain : Les opportunités de la révolution numérique pour l'Afrique. Deux panels ont permis de plancher sur cette thématique ; le premier, « Les réseaux sociaux numériques en Afrique : enjeux éthiques, politiques et socio-économiques », et le second, « La révolution numérique en Afrique : état des lieux et opportunités d'investissements ». L'enjeu était de contribuer à la construction de stratégies visant une autre transition, la transition numérique. Un enjeu devenu majeur, au regard de la révolution numérique en cours, y compris sur le continent.

En effet, de la quasi-absence de connexion à la téléphonie 4G, en quelques années seulement, l'Afrique a fait « un grand bon avant technologique » et réussi un véritable saut numérique. Avec un taux moyen de progression annuel de 7 %, l'Afrique dépasse aujourd'hui le milliard d'utilisateurs de téléphones portables. Les ménages qui possèdent un téléphone portable ou mobile sur le continent sont désormais plus nombreux que ceux qui ont accès à l'électricité ou encore à l'eau potable, indique à ce propos un rapport de la Banque mondiale. Le nombre d'abonnés à des plateformes numériques (films à la demande, musique, etc.) estimé à 680 millions fin 2018, devrait connaître la même trajectoire croissancielle, autant que les revenus annuels issus de l'e-commerce qui devraient passer à 75 milliards de dollars en 2025, soit dix fois plus qu'en 2014.

L'Afrique est par ailleurs championne du monde des paiements mobiles, notamment grâce à M-Pesa, Orange Money et Mtn mobile Money. On pourrait ainsi multiplier les données et les statistiques, toutes indiquent que la révolution numérique est résolument en marche sur le continent. Portée par la téléphonie mobile et ses multiples fonctionnalités, cette révolution irradie littéralement tous les pays africains, et contribue à améliorer leurs performances dans tous les domaines, éducation, formation, santé, agriculture, transport, tourisme, économie, finance, commerce, industrie, sciences et techniques, gouvernance, services, etc. En créant un nouvel écosystème économique, elle contribue en outre à la diversification et à la croissance économiques du continent, ainsi qu'à son inclusion sur tous les plans, financier, économique, social, politique, scientifique, culturel, etc.

L'appétence digitale des Africains est toutefois loin de se réduire à la consommation de produits numériques venus d'ailleurs. Outre la création et l'innovation en termes d'applications, d'usages mobiles, de plateformes locales performantes notamment sur le marché du streaming musical et vidéo, l'Afrique s'illustre également par la création de réseaux sociaux numériques (Ushahidi, Ginger, Mixt, Eskimi, ou encore Yookos, etc.).

Sur le marché africain, ces réseaux « made in Africa » rivalisent, tant au plan de la qualité que du nombre d'abonnés, avec le leader mondial Facebook, qui compte plus de 126 millions d'abonnés en Afrique. Ils sont ainsi devenus de puissants leviers de communication de l'Afrique en direction d'elle-même et du monde, leviers à travers lesquels elle dessine les contours spécifiques de son incomparable aventure numérique. À travers ces plateformes endogènes, l'Afrique se montre en effet davantage telle qu'on ne la montre pas souvent, dynamique, innovante, créative, ce qui contribue, tant sur le fond que sur la forme, à un véritable « Rebranding » du continent. Aussi l'essor de ces champions numériques locaux fait-il espérer l'émergence prochaine de véritables licornes numériques africaines.

Mais en attendant que se réalisent ces belles perspectives porteuses d'es-

poir, force est de constater que l'Afrique demeure aujourd'hui le continent le moins connecté au monde, avec seulement 32 % de pénétration (21 des 25 pays les moins connectés étant africains), et de très grandes disparités de connexion d'une région à l'autre et à l'intérieur même des pays. Comme l'a relevé à ce propos un expert du RAF de façon imagée, lorsque des enfants jouent au football dans la cour et que des professionnels le font également dans des stades, tous pratiquent le même sport, mais un fossé les sépare ; il en est de même, explique-t-il, entre l'Afrique et les pays développés dans le domaine du numérique. Combler ce fossé numérique est un défi majeur qui requiert des investissements importants (seulement 1 % des 500 milliards investis par les banques de développement a été consacré aux NTIC ces dernières années), et des actions à tous les niveaux, national, régional et continental.

Autant de défis qui, paradoxalement, indiquent l'ampleur et la diversité des opportunités d'investissements dans le secteur numérique en Afrique. En effet, avec une population qui va doubler d'ici 2050 pour atteindre quatre milliards à l'horizon 2100, l'Afrique est une incommensurable réserve de croissance qui, en l'occurrence, affole les compteurs lorsqu'il s'agit des perspectives de gains dans les différentes branches de l'économie numérique. Sa jeunesse (40 % de sa population a moins de 15 ans, et 60 % moins de 30 ans), dynamique et adepte des NTIC est à l'origine d'innovations frugales (ingénieuses, efficaces et à faibles coûts) qui commencent à conquérir le monde. Des innovations qui créent leur propre dynamique et engendrent des opportunités en cascades. De véritables hubs éducatifs voient le jour afin de stimuler davantage cette créativité, et de faire du continent le berceau de la prochaine vague d'innovations numériques. Le marché de l'apprentissage électronique en Afrique est en pleine expansion et estimé à 1,4 milliard de dollars en 2022, l'enjeu étant d'avoir les compétences requises pour exploiter au mieux toute la chaîne de valeurs de l'économie numérique.

Par ailleurs, l'Afrique est aujourd'hui le deuxième plus grand marché au monde en termes de demande en NTIC, ce dont témoigne l'activisme des grandes firmes du numérique (Microsoft, Google, Huawei ou encore Orange) sur le continent. Certaines d'entre elles, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), ont ainsi vu leurs chiffres d'affaires en Afrique exploser ces dernières années (326 milliards de dollars), alors même que la révolution numérique n'en est encore qu'à ses débuts sur le continent. Une révolution riche de promesses infinies qui se réaliseront moyennant des actions fortes, concertées, innovantes, et une bonne dose de détermination et de volonté politiques. Comment y parvenir ?

C'est autour de cet enjeu qu'ont porté les échanges du RAF 2021, dont le présent Rapport restitue les idées clés reprises sous trois registres : politique, économique et technologique.



AU PLAN POLITIQUE

La politique se révèle être le premier enjeu des 250 à 300 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux numériques estimés en Afrique. Une tendance qui va certainement suivre l'évolution démographique en cours et les défis encore plus nombreux qui en résulteront, en l'occurrence au plan politique.

C'est dire l'importance que revêt la révolution numérique dans la sphère politique africaine. À travers les réseaux sociaux notamment, elle offre aux populations des opportunités inédites d'impacter la politique de leur pays. Elle démultiplie et accélère en effet le contrôle citoyen de l'action publique (depuis son téléphone portable on peut interpeller les politiques). Elle est à ce titre un catalyseur inédit de la bonne gestion des affaires publiques, en ce qu'elle facilite et démultiplie la demande de redevabilité, la possibilité de demander des comptes aux dirigeants politiques. Elle a depuis montré, notamment à travers les soubresauts politiques de nombreux pays africains, combien elle pouvait être déterminante dans la mobilisation sociale, au point de conduire au départ de dirigeants politiques que l'on avait fini par croire inamovibles.

Les réseaux sociaux numériques élargissent d'autre part la sphère des libertés publiques. Ils permettent ainsi de prendre davantage « en direct » et en plusieurs lieux le pouls de l'opinion publique ou d'une partie non négligeable de celle-ci. Ils stimulent le débat public, apportent ainsi plus de vitalité à

la démocratie participative, et permettent de ce fait l'émergence d'une opinion publique forte dont ont besoin bon nombre de pays africains, en vue de stimuler des actions publiques fortes, à la hauteur des enjeux et défis du moment. Ils sont en outre le lieu de production sans cesse croissante d'idées, de contenus et de projets qui demandent à être davantage pris en compte dans l'élaboration des politiques publiques. L'internationalisation des questions locales est loin d'être le dernier des enjeux du numérique dans la sphère politique.

Elle multiplie les acteurs et les intervenants dans la sphère locale (ONG et autres institutions internationales), et soulève en cela des questions politiques sensibles, notamment celles liées au respect des droits humains, à la souveraineté des États, à la gestion et à la préservation de l'ordre public, etc. Le numérique est enfin au cœur des rapports de puissance et des nouvelles guerres que se livrent les États modernes.

C'est en ayant à l'idée ces enjeux et défis politiques du numérique que les intervenants du RAF 2021 ont relevé quelques idées clés à prendre en compte, au plan politique, pour que nos États élaborent une vision stratégique globale du numérique et en tirent le meilleur de la révolution en cours sur le continent.



- véhicule des valeurs respectueuses et promotrices de la dignité humaine
- soit un outil de construction du vivre-ensemble à l'échelle locale et globale
- ait vocation à booster l'inclusion sociale, politique, économique, financière notamment, avec le paiement mobile
- soit un instrument pour la promotion de la démocratie et de la bonne

gestion des affaires publiques

- ne puisse être instrumentalisé à aucune fin, politique, économique ou autres, au détriment des citoyens
- ne doive en aucun cas se muer en arme universelle de destruction mutuelle ou de dévoiement collectif.

2- Bien cerner et maîtriser les enjeux multi-formes, multisectoriels, locaux et globaux du numérique

Il s'agit notamment des enjeux économiques, éthiques, politiques, sécuritaires et culturels. C'est la maîtrise de ces enjeux qui doit inspirer les politiques sectorielles appropriées et efficaces.

3- Développer des politiques de vulgarisation de l'accès et de l'apprentissage du numérique

Cet apprentissage doit commencer dès l'école primaire, pour familiariser très tôt les jeunes aux outils informatiques et stimuler leur créativité.

4- Dédier systématiquement un ministère au développement du numérique et aux nouvelles Technologies

C'est à lui que revient la charge de développer et coordonner les initiatives, les politiques relatives à l'essor et à la gestion du numérique. Il devra être accompagné par des experts compétents et surtout promouvoir la formation d'experts locaux.

5- Créer des mécanismes et institutions destinés à accompagner et gérer au mieux les révolutions sociales, économiques, politiques et culturelles induites par les réseaux sociaux numériques

Avec les outils traditionnels, télévision,



radio, etc., on recevait le monde chez nous à la maison, mais on ne pouvait quasiment pas l'influencer, ni interagir facilement avec lui, et encore moins l'influencer au point de lui imposer nos opinions. Désormais avec les réseaux sociaux, les téléphones mobiles, nous vivons avec le monde partout où nous allons, et tout cela devient possible, pour le meilleur, mais aussi pour le pire qu'il importe d'éviter, à travers des mécanismes de prévention et d'accompagnement de la révolution numérique.



6-Développer et Vulgariser les réseaux sociaux africains

Ils sont porteurs de valeurs et de visions du monde africaines, promouvant un regard authentique sur le continent, le montrant tel qu'il est et qu'il voudrait qu'on le perçoive. C'est en outre un enjeu culturel majeur, si l'on admet qu'il n'y a de développement véritable et durable qu'adossé à une base culturelle solide. Ces réseaux sont par ailleurs des lieux d'expression publics qui permettent de prendre le pouls d'une bonne partie de la société, et ainsi d'apporter des réponses appropriées aux problèmes sociaux qu'ils mettent en lumière, aux tendances qui s'y dessinent.

7-Mettre en place un cadre législatif qui réglemente l'usage des réseaux sociaux numériques et en réprime les usages abusifs (tant au plan individuel qu'institutionnel)

Cette réglementation devra s'appliquer également aux autorités politiques, dont le pouvoir discrétionnaire de bloquer l'accès à Internet est de plus en plus discuté et souvent discutable. Il faudra à cet égard développer et vulgariser des codes de bonnes pratiques et de bon usage des réseaux sociaux numériques applicables à tous, sauf exception dûment prévue.

8-Créer des synergies politiques locales et régionales

C'est la condition sine qua non pour faire face aux géants mondiaux qui opèrent dans ce secteur, et pouvoir faire prévaloir les choix politiques des Africains en la matière, imposer des partenariats appropriés et émancipateurs dans le domaine du numérique, comme dans tous les autres domaines par ailleurs.



AU PLAN ÉCONOMIQUE

Comme indiqué en introduisant le présent Rapport, les perspectives démographiques du continent, la jeunesse, le dynamisme et l'appétit numérique de sa population sont des atouts uniques. Ils constituent la base d'un essor économique certain, car la révolution numérique est à l'évidence riche de grandes opportunités et de promesses infinies.

Mais elle n'en est encore qu'à ses débuts sur le continent. Beaucoup reste à faire, en l'occurrence au plan économique, pour que ces promesses se concrétisent et contribuent à l'émergence de l'Afrique. L'effervescence numérique actuelle sur le continent ne saurait occulter le fait que l'Afrique demeure à la traîne dans ce domaine, notamment pour ce qui est de l'accès à Internet, de la construction des infrastructures à la hauteur de ses besoins (actuels et futurs) et de ses ambitions, etc. Il importe donc qu'à tous les niveaux requis, des actions, des synergies, des politiques appropriées soient menées pour y remédier.

Les principales idées reprises ci-après reprennent l'essentiel des défis économiques et financiers à relever à cet égard, et des actions à mener pour y parvenir, tels que les ont présentés les experts économiques du RAF 2021.



1-Investir dans la formation de base

Ceci est primordial, car le capital humain est la base de tout développement économique. Cet investissement de base revient donc naturellement aux États, qui peuvent, au besoin, nouer des partenariats indiqués à cet effet, sur le plan technique que financier notamment. Il importe aussi de concevoir des programmes avec des contenus locaux pour initier les enfants, avec une dimension ludique, qui s'inspire de leur environnement, et contribue plus efficacement à leur éveil numérique et au développement de l'intelligence « artificielle ».

2-Se donner les moyens humains, matériels et financiers de déployer les multiples opportunités de l'économie numérique

L'enjeu ici est de se donner les moyens non seulement de combler le fossé numérique invoqué en introduction, mais surtout, d'utiliser nos avantages comparatifs pour un stimuler un essor rapide, approprié et durable du numérique. Il est par conséquent impératif et urgent de remédier au sous-financement de l'économie numérique, afin de pouvoir déployer le potentiel et réaliser les promesses dont elle est porteuse sur le continent.

3- Développer et Réguler l'e-commerce

Le boom de l'e-commerce à travers le monde est indéniable, mais là aussi l'Afrique a encore du chemin à faire. Développer ce secteur stimulera la distribution et la consommation des produits locaux africains, et permettra ainsi booster de nombreux secteurs économiques. Mais d'autre part, force est de constater que certains acteurs économiques profitent des réseaux sociaux pour développer des activités informelles, les accélérer, ce qui constitue un sérieux manque à gagner pour les États qui souffrent déjà globale-

ment d'un immense déficit de recettes fiscales, leurs économies étant dominées en moyenne à 70-80% par le secteur informel. Le développement de ce secteur pénalise en outre les acteurs économiques traditionnels, qui opèrent dans le secteur formel. Il faut se donner les moyens d'y remédier.



4-Relever les défis matériels, logistiques et financiers de l'économie numérique

C'est indispensable notamment pour le développement de l'e-commerce. Il importe de créer des partenariats appropriés et efficaces avec les géants des secteurs concernés, logistique, distribution et finances. Sur le plan de la logistique, la construction de petits robots permettrait de résoudre nombre de problèmes liés à la distribution.

5-Investir massivement dans les infrastructures

Les infrastructures demandent des ressources longues dont ne disposent pas nécessairement tous les États, pour rivaliser avec les géants du numérique. Entre 2000 et 2024 par exemple, Facebook aura investi 57 milliards de dollars dans les infrastructures en Afrique. Il importe par conséquent que les États africains nouent des partenariats régionaux pour relever le défi technique, stratégique et financier des infrastructures, et éviter en même temps des doublons onéreux.

6-Maîtriser et développer la chaîne de valeur de l'économie numérique

Il s'agit d'une part de former des compétences à tous les niveaux de développement des activités numériques, et d'autre part, de créer des activités et opportunités économiques dans chacun des sous-secteurs concernés. Il est en outre indispensable de produire des solutions aux problèmes locaux, donc des solutions numériques que nous consommerons directement ou indirectement.



7-Protéger légalement et techniquement les données privées des consommateurs

Il s'agit d'emboîter le pas à bon nombre de pays, notamment à l'Union européenne, qui ont légiféré en la matière et imposé leur vision aux géants du numérique. Mais ceci n'est possible que si les États africains unissent leurs voix.

8- Utiliser opportunément les ressources disponibles

L'enjeu ici est celui d'une planification appropriée des investissements publics, et d'une affectation optimale et adéquate des ressources disponibles dans chaque secteur de l'économie nationale. Cela demande un travail synoptique préalable, pour mettre en lumière les défis et les priorités dans leur ensemble, de manière à affecter opportunément les ressources disponibles. Dans cette délibération, le secteur du numérique devra avoir une place prioritaire, compte tenu de sa capacité à impulser le développement de nombreux autres secteurs.

9-Développer des mécanismes d'accompagnement des jeunes entrepreneurs

Cet accompagnement ne doit pas être seulement ou avant tout financier. Il doit, à la base, être technique et professionnel, depuis la conception de leurs projets jusqu'à la recherche de financements, la réalisation et le suivi.

10- Explorer des sources de financement alternatives et appropriées

Il est indispensable de se tourner également vers des sources de financement alternatives, car le business du numérique est certes potentiellement très rentable, mais au aussi assez risqué et imprévisible, notamment en raison

de la vitesse des innovations qui accélèrent l'obsolescence des produits numériques, que celle-ci soit technologique, économique ou encore psychologique. Il importe également de se tourner vers les individus, et de développer des modèles de financement participatif (Crowd Funding).

11- Cibler les banques de développement

Il est important de distinguer les banques de développement des banques commerciales. Les secondes sont déconseillées, car leur business n'est pas le développement des entreprises, mais la rentabilité maximale et immédiate. Elles vont au contraire détruire le business dans le secteur numérique, en raison de l'envi de retour rapide. Privilégier donc les banques de développement dont c'est par définition le business, et qui ont l'expertise nécessaire à tous les stades de développement des projets qu'elles approuvent.

12- Viser les financements publics

Des organisations philanthropiques peuvent aussi être sollicités, mais il faudrait davantage miser sur les financements publics, notamment pour développer efficacement et durablement les deux principales phases que sont la recherche d'une part, et l'exploitation industrielle d'autre part. Souvent, faute de ressources financières pour la deuxième phase, les résultats de la recherche sont bradés aux détenteurs de grands capitaux ou aux géants du secteur qui en tirent le maximum de profit lors de l'exploitation.



L'enjeu ici est double : d'une part redistribuer adéquatement les revenus de l'économie numérique pour une croissance inclusive, et d'autre part, réaffecter une part des profits à d'autres secteurs économiques sous financés, en vue d'un développement économique coordonné et intégral.

14- Créer un cadre attractif pour les investisseurs

Il importe de créer des incitants appropriés pour stimuler les investissements dans le secteur du numérique, et donc créer à cet effet un cadre économique, financier, fiscal, sécuritaire et politique stable, prévisible et ainsi attractif.

Il faut en outre que le cadre législatif évolue pour permettre aux banques d'investir dans les start up. Car aujourd'hui, si une banque finance un projet et ne reçoit pas de remboursement au bout trois ou quatre ans, c'est l'État qui va lui tomber dessus.



7-Protéger légalement et techniquement les données privées des consommateurs

15- Créer les synergies appropriées entre différents acteurs du numérique

Il s'agit entre autres de :

- Connecter recherches, banques et entreprises dans le secteur numérique
- Développer des partenariats et créer des dynamiques pour arrimer la recherche à des entreprises qui aspirent les fruits de ces recherches. Des contrats de performance entre universités, écoles de formation et entreprises peuvent ici être envisagés.
- Mettre autour de la table tous les partenaires, toutes les forces vivent susceptibles de contribuer à l'essor du numérique, universitaires, société civile, start-uppeurs, philanthropes, chercheurs, financiers, etc.
- Créer des partenariats gagnants-gagnants tant localement que globalement
- Stimuler des politiques économiques régionales liées aux enjeux de la révolution numérique, développer des synergies pour diminuer les coûts des infrastructures et de l'accès à internet.



EN RÉSUMÉ

Les enjeux (ce qui est en jeu) économiques de la révolution numérique sur le continent s'articulent autour des défis et objectifs suivants :

- Des ressources humaines (des compétences) disponibles en qualité et en quantité et convenablement rémunérées pour éviter l'exode des cerveaux
- La vulgarisation de la culture numérique afin de palier l'illectronisme (analphabétisme numérique)
- L'amélioration et l'harmonisation du cadre politique et réglementaire
- L'attractivité de l'environnement économique et socio-culturel
- Une fiscalité numérique intelligente
- La numérisation des infrastructures existantes
- Des financements innovants et accessibles
- La promotion de champions numériques locaux,
- Des investissements rationnels et concertés dans tous les secteurs de l'économie numérique : la recherche et l'innovation, l'intelligence artificielle, la sécurité informatique, les infrastructures, notamment l'électricité (c'est la base), les transports, l'énergie, la fibre optique, les satellites etc.
- La création d'un marché et d'un réseau numériques uniques
- Des synergies et partenariats à tous les niveaux possibles pour plus d'efficacité,
- Le partage des infrastructures entre les opérateurs pour une couverture intelligente et intégrale du continent et un accès universel (démocratique) à l'Internet,
- Le développement de réseaux large bande pour améliorer la connectivité à haut débit, des incubateurs dans tous les domaines,
- Des points d'échanges Internet nationaux etc., car 70 % des échanges intra-africains passent encore par l'étranger et coûtent annuellement 400 à 600 millions d'euros au continent, entraînant un surcoût pour le consommateur, etc.

REBRANDING AFRICA FORUM *Make Africa Great*

Follow us / Suivez-nous :



Rebranding Africa Forum



@rebrandingAF



Rebranding Africa



Rebranding Africa

#RAF2022

#MakeAfricaGreat

www.rebrandingafrica.com

contact@rebrandingafrica.com

#RAF2022

Organisé en Partenariat avec

